

La journée internationale des travailleurs se déroule dans un contexte particulier face à une situation internationale explosive, où la guerre fait rage notamment en Ukraine et en Palestine. Nous assistons, dans un silence assourdissant et complice de nos dirigeants, aux massacres des travailleurs et des peuples avec un risque d'embrasement à tout moment au Proche Orient. Nous ne pouvons pas rester impuissants face à l'horreur de ces conflits. En manifestant le 1er mai, comme le font les travailleuses et les travailleurs du monde entier, nous exigeons une paix juste et durable partout où la guerre fait rage.

La CGT condamne de la même manière le racisme et la xénophobie qui en découlent avec pour seule conséquence la division des travailleurs qui profite au patronat et au gouvernement qui le soutien.

Cette situation ne profite véritablement qu'à un seul camp, celui du capitalisme qui génère des profits pour les entreprises du CAC40 qui n'ont jamais été aussi élevés avec 143 milliards d'euros en 2023. Un capitalisme qui s'enrichit sur l'horreur de la guerre et sur le dos des travailleurs avec des ventes massives d'armes.

Cette journée se déroulera également dans un contexte national de régression sociale sans précédent qui vient répondre au diktat d'un patronat qui veut en finir avec le salariat, la Sécurité Sociale et tous les conquits arrachés par la lutte des travailleurs.

Bruno Lemaire l'a assez asséné dans les médias : « il faut en finir avec l'État Providence » !!!

Mais l'État providence pour qui ?

À ce jour, le gouvernement en fait surtout profiter le patronat avec des aides publiques aux entreprises qui atteignent des records : 157 milliards d'euros (~~6,6% du PIB~~) en 2022 contre 9,4 milliards d'euros (~~2,4% du PIB~~) en 1979.

Pendant que les nantis continuent d'accumuler davantage de richesses, ce gouvernement est en guerre contre le « modèle social » conquis en 1945 à travers des réformes désastreuses pour le salariat :

- Report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans minimum,
- Remise en cause du remboursement des Affections Longues Durées,
- Attaques contre les arrêts maladies,
- Suppression de l'Allocation de Solidarité Spécifique.

Comme le disait si bien Jean Jaurès: "*le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*" !

Les attaques contre la population sont nombreuses, et vont s'accélérer comme l'annonce le Premier Ministre :

- Nouvelle réforme de l'assurance chômage,
- Nouvelle réforme retraite avec la remise en causes des dispositifs familiaux (par exemple les trimestres supplémentaires pour enfants...),
- Remise en cause du droit du travail et du droit de grève (loi travail 2)
- Baisse drastique des allocations pour jeunes en accompagnement par les missions locales (ex le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie),
- Projet de baisse des droits collectifs à l'automne,
- Coupes budgétaires massives dans les services publics,
- Passage en force sur les accords de libre-échange,
- L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales.

Cette politique n'est pas un échec, c'est un choix !

Tandis que les conditions de vie de la population se détériorent, les élites s'enrichissent à un niveau sans précédent !

Tous les salaires doivent augmenter autant que le SMIC et les prix.

La CGT revendique une hausse immédiate :

- Des retraites,
- Du point d'indice dans la fonction publique,
- Des minimas sociaux,
- Du SMIC à 2000 € brut,

Et plus largement, une augmentation des salaires, notamment là où les entreprises font des profits faramineux et ne rémunèrent que les actionnaires.

Il faut aussi des mesures concrètes pour améliorer nos conditions de vie, comme le renforcement du service public de l'énergie pour faire baisser immédiatement la facture d'électricité de 20% !

Mais sans pression collective ! Ni le Gouvernement ni le patronat ne nous feront de « cadeaux ». La CGT appelle toutes et tous à s'organiser dans les entreprises et à rejoindre notre organisation syndicale.

Le patronat et ses relais politiques l'ont bien compris : Ils cherchent à veulent réduire la syndicalisation afin de faciliter l'exploitation des travailleurs.

Dans de nombreuses villes, ils tentent de déloger les syndicats des Bourses du Travail ou des unions locales afin d'affaiblir la capacité des salariés à s'organiser syndicalement !

De plus en plus, le patronat attaque des représentants syndicaux pour les faire taire !

**« STOP à la répression syndicale ! »**

Par ailleurs, nous souhaitons apporter notre soutien aux militants libertaires du Mâconnais qui au travers leur local sont régulièrement pris pour cible, et dont plus récemment un membre a été victime d'agressions physiques par un groupuscule de l'extrême droite.

Plus précisément, dans la nuit du 13 au 14 avril, un militant a été violemment agressé par cinq hommes à la sortie du local associatif Mâconnais.

Les agresseurs seraient des membres du groupuscule d'extrême droite Active Club France, et lui ont causé 15 jours d'interruption temporaire de travail.

Nous condamnons sans réserve ces agressions de l'ultra-droite et apportons notre soutien aux militants libertaires du Mâconnais.

Pour finir sur une note positive : souvenez-vous du cas Synlab pendant la bataille contre la réforme des retraites, où des salariés ont été sanctionnés pour fait de grève !

Après une lutte de plusieurs mois au cours de laquelle l'employeur a refusé de lever les sanctions malgré l'intervention de l'inspection du travail, nous sommes heureux de vous annoncer que l'Union Locale CGT de Mâcon a remporté sa victoire devant le Conseil de Prud'hommes. Enfin, l'employeur a été condamné pour cette sanction illégitime.

En ce jour du 1er mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à être représentés dans l'entreprise, à faire grève, à manifester librement.

***RESTONS SOLIDAIRES,  
REPRENONS LE CHEMIN DES LUTTES ET DE LA RUE :  
NE LÂCHONS RIEN !***